

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

S/FIN/M/19

17 décembre 1997

(97-5603)

Comité du commerce des services financiers

RAPPORT DE LA REUNION TENUE LE 8 DECEMBRE 1997

Note du Secrétariat

1. Le Comité du commerce des services financiers a tenu sa vingtième réunion sous la présidence de M. Yoshio Okubo (Japon). L'ordre du jour de la réunion figurait dans le document WTO/AIR/738 du 19 novembre 1997 et consistait en quatre points: échange de vues sur l'état d'avancement des négociations bilatérales; faits récents touchant le commerce des services financiers; organisation des travaux futurs; et autres questions.

Point A: Echange de vues sur l'état d'avancement des négociations bilatérales

Point B: Faits récents touchant le commerce des services financiers

2. Le Président, faisant le point de la situation, a indiqué qu'au total 45 offres avaient été présentées au matin du 8 décembre, dont 13 (celles du Sénégal, du Chili, de la Pologne, de Chypre, de la Bulgarie, de la Jamaïque, du Mexique, du Ghana, du Koweït, du Pakistan, de la Malaisie, de la République dominicaine et du Nicaragua) depuis la réunion précédente tenue en novembre. Ces offres avaient été reproduites dans les documents S/FIN/W/12/Add.33 à 45 distribués par le Secrétariat. La Suisse, l'Australie et la Hongrie avaient communiqué des offres révisées, également depuis la réunion précédente. Le Président a dit qu'une liste des offres était disponible, qui serait adoptée vendredi, sous sa forme définitive, en tant que résultat des négociations. Il a invité les délégations qui avaient présenté des offres ou des offres révisées depuis la réunion précédente à s'exprimer à ce sujet.

3. La République dominicaine a dit que son offre comprenait des engagements concernant les services d'assurance et services connexes ainsi que les services bancaires et autres services financiers, sans exemption de la clause NPF. Le Sénégal était convaincu que la libéralisation du secteur financier devait se faire d'une manière compatible avec le niveau de développement économique de chaque pays. Il a dit que son offre portait sur les secteurs suivants: assurance sur la vie, assurance accident et assurance maladie; assurance autre que sur la vie; réassurance et rétrocession; services auxiliaires de l'assurance; acceptation de dépôts et d'autres fonds remboursables du public; prêts de tout type y compris crédit à la consommation; et tous services de règlement et de transferts monétaires. L'offre pourrait être encore améliorée et elle le serait le plus tôt possible. L'Australie a dit que son offre révisée comportait une amélioration importante, à savoir la suppression de l'interdiction générale de toute acquisition ou absorption par l'étranger des quatre principales banques du pays. L'offre visait à encourager les autres Membres à présenter des offres nouvelles et améliorées. Le Nicaragua a dit que son offre avait été conçue de façon à libéraliser substantiellement le marché nicaraguayen des services financiers et à assurer un large accès pour l'investissement étranger. L'offre comprenait de nouveaux engagements concernant une gamme complète de services d'assurance, ainsi que des engagements relatifs à de nombreux services bancaires et autres services financiers. En prenant ces engagements, le Nicaragua avait fait un gros effort pour rendre son secteur des services financiers conforme aux pratiques internationales. La Hongrie a dit que son offre révisée constituait une amélioration avec le retrait d'une prescription concernant le régime de licences discrétionnaires qui figurait auparavant dans sa liste d'exemptions de la clause NPF.

4. Le Pologne a dit que son offre représentait une amélioration de ses engagements actuels relatifs aux services financiers, notamment en ce qui concernait l'accès aux marchés pour la fourniture de services d'assurance. L'offre tenait compte des changements législatifs et réglementaires intervenus depuis 1995, y compris les nouvelles lois régissant les activités bancaires, les transactions publiques sur valeurs mobilières et les fonds d'investissement. Elle incluait aussi certains engagements de libéralisation contractés pour l'avenir conformément aux obligations de la Pologne dans le cadre de l'OCDE. Plus concrètement, l'offre prévoyait la libéralisation complète des modes de fourniture 1 et 2 pour la réassurance, la rétrocession et l'assurance des marchandises entrant dans le commerce international; l'accès aux marchés par le biais de succursales titulaires d'une licence dans les secteurs de l'assurance et des services bancaires à compter du 1er janvier 1999; l'accès aux marchés par le biais de succursales titulaires d'une licence pour les maisons de titres à compter du 1er janvier 1998; et la suppression de l'obligation de résidence pour les courtiers et conseillers intervenant sur les marchés des capitaux.

5. Le Brésil a dit qu'il avait amélioré dans son offre les engagements contractés en 1995 en y incluant non seulement des modifications déjà incorporées dans la législation brésilienne mais aussi des engagements relatifs à la libéralisation future de secteurs tels que la réassurance. En ce qui concernait l'assurance, l'offre mentionnait des sous-secteurs qui n'avaient pas été inclus dans les engagements de 1995 comme l'assurance sur corps, l'assurance des machines et l'assurance responsabilité civile pour les navires, et l'assurance contre les accidents du travail. Cette dernière relevait encore du secteur public mais serait libéralisée pour permettre la participation du secteur privé. Quant à la réassurance, le nombre des limitations avait été réduit et le caractère transitoire du monopole détenu par l'Institut brésilien de la réassurance avait été précisé. A cet égard, des règlements futurs autoriseraient la participation du secteur privé à la fourniture de services de réassurance, et le Brésil l'indiquerait dans sa liste dans les deux ans suivant l'adoption de la législation. Pour ce qui était des activités bancaires, les banques étrangères pourraient avoir une présence commerciale, sous réserve d'une autorisation accordée cas par cas par le pouvoir exécutif. S'agissant des marchés de capitaux, des modifications avaient aussi été apportées, par exemple pour autoriser la présence commerciale de fournisseurs qui n'étaient pas considérés comme des établissements financiers en droit brésilien pour des activités telles que le commerce des valeurs mobilières et produits dérivés et les services de compensation y afférents, les émissions publiques de valeurs mobilières, les services consultatifs et la gestion de portefeuille de fonds d'investissement. Le Brésil a aussi formulé des observations sur la libéralisation et la restructuration du secteur financier. L'évolution récente de la situation économique avait démontré la nécessité de fonder la politique macro-économique sur un système financier sain et solide. De l'avis du Brésil, la libéralisation n'était pas la panacée; elle serait une mesure utile pour autant qu'elle s'inscrive dans le cadre plus général de la restructuration du secteur financier. D'ailleurs, la restructuration avait un champ beaucoup plus large que la libéralisation; elle signifiait, entre autres choses, des règles appropriées, une capitalisation suffisante des établissements et une bonne surveillance. En outre, le développement d'un système financier n'était pas un processus uniforme dans tous les pays mais devait être adapté aux choix qui sous-tendaient la politique macro-économique et il n'y avait pas de règle générale. Le Brésil avait engagé en 1995 une restructuration du système financier en trois volets: d'abord, la liquidation de banques et la fusion d'établissements financiers; ensuite, la réduction de la participation des organismes publics au secteur financier; enfin, l'ouverture du marché. Par conséquent, trois banques publiques avaient été privatisées, le marché de l'assurance avait été largement libéralisé, de nombreuses banques étrangères avaient été admises sur le marché, et des opérateurs étrangers pouvaient aussi intervenir sur le marché des capitaux.

6. Israël s'est exprimé au sujet de l'offre qu'il avait présentée en novembre. L'offre indiquait les changements juridiques et mesures de libéralisation mis en place depuis 1995, ainsi que des consolidations complètes concernant le mode de fourniture 3 pour l'accès aux marchés et le traitement national dans la plupart des secteurs des services financiers, conformément à l'Annexe sur les services financiers.

7. Le Président a invité les délégations qui n'avaient pas pu présenter d'offres ou d'offres révisées à indiquer où en étaient les choses.

8. La Côte d'Ivoire a dit que son offre ne serait peut-être pas présentée avant le 12 décembre en raison de retards d'ordre procédural; elle la communiquerait cependant au Comité dès que la procédure interne aurait été achevée. L'Indonésie a annoncé que son offre avait été approuvée par les ministres et pourrait être présentée le lendemain. Les principaux éléments de l'offre avaient été indiqués lors de la réunion précédente du Comité. L'Egypte a annoncé qu'elle présenterait dans les trois jours une offre finale contenant de nouvelles améliorations concernant aussi bien les activités bancaires que les assurances. La Roumanie a dit que, malgré un retard dû à un remaniement du gouvernement, elle présenterait son offre dans les quelques jours à venir. L'offre prévoyait l'élargissement des engagements pour inclure, outre les services d'assurance et services bancaires, les services afférents aux valeurs mobilières.

9. La Thaïlande a annoncé qu'elle était prête à présenter son offre avant la fin de la journée. L'offre prévoirait le maintien des droits acquis liés à la présence commerciale étrangère et autoriserait une plus grande participation étrangère, y compris des participations majoritaires au capital d'établissements financiers thaïlandais, conformément au programme établi par le FMI pour le redressement du système financier du pays. La Colombie a dit que son offre était actuellement mise au point par le gouvernement mais que, pour des raisons de logistique, elle ne serait pas présentée avant le jeudi 11 décembre. La République tchèque a dit qu'à la suite de consultations bilatérales, elle avait établi un projet de liste révisée en vue de la présenter à la réunion en cours. Malheureusement, elle en avait été empêchée par un remaniement du gouvernement. Elle espérait obtenir l'autorisation nécessaire le mercredi 10 décembre.

10. Le Président a de nouveau vivement engagé les délégations à présenter immédiatement des offres nouvelles ou révisées. Il a ensuite invité les délégations à formuler des observations sur le déroulement, d'une manière générale, des négociations. Les Communautés européennes ont réaffirmé qu'elles souhaitaient obtenir un accord permanent sur une base NPF, au niveau le plus élevé possible. Elles ont exprimé une certaine préoccupation du fait que le temps commençait à poser un problème de fond, comme le Directeur général l'avait mentionné dans une déclaration faite la semaine précédente. Il fallait avoir suffisamment de temps pour examiner les offres et savoir si elles étaient acceptables. Il fallait aussi un certain délai pour les procédures internes. La clarté et le niveau des offres étaient un autre motif de préoccupation. Les Communautés européennes ont demandé que des offres de niveau élevé soient présentées rapidement. La perspective d'un ensemble de résultats de fond était claire mais le temps pressait dangereusement. Si les négociations n'aboutissaient pas à un ensemble de résultats, les pays touchés par la crise monétaire et le système commercial mondial ne pouvaient qu'en pâtir.

11. Hong Kong, Chine a réaffirmé que, comme elle l'avait déclaré en de nombreuses occasions, par exemple à la réunion des dirigeants économiques de l'APEC et à la réunion des Ministres des finances à Kuala Lumpur, les Membres restaient entièrement déterminés à favoriser la libéralisation du système financier et à faire aboutir les négociations. Elle a ajouté qu'il fallait prendre en compte les différences entre les niveaux de développement des Membres et qu'il fallait comprendre la réalité politique de ce qui était possible, en particulier dans les circonstances actuelles. Elle a instamment invité tous les Membres à aborder les derniers jours de négociation dans un esprit réaliste et pragmatique. Si les Membres n'arrivaient pas à un accord, tout ce qui avait été obtenu depuis 1993 pourrait disparaître. Ce n'était pas une situation dans laquelle les Membres accepteraient de se retrouver. Le Japon, tout en étant encouragé par les faits intervenus à la dernière minute, a rappelé qu'il ne restait que cinq jours pour les négociations. Il a vivement engagé les Membres qui n'avaient pas encore présenté d'offre à le faire le plus tôt possible. Il a fait valoir que le contexte des négociations était très différent de celui qui existait pendant l'été de 1995, notamment en raison des turbulences financières. Un succès en était d'autant plus impératif aujourd'hui. Le Japon a souligné que chacun devait être raisonnable

au moment d'évaluer les offres des autres; en particulier, des problèmes bilatéraux spécifiques ne devraient pas devenir un obstacle au succès des efforts multilatéraux. Le Japon avait décidé d'adopter une attitude très constructive en présentant de nouveau une offre améliorée. Il était disposé à envisager d'y incorporer tous les principaux éléments des mesures bilatérales convenues avec les Etats-Unis à condition que ses principaux partenaires commerciaux prennent aussi des engagements additionnels substantiels, et que le résultat final soit un accord fondé sur une base NPF. La Suisse a constaté une attitude constructive parmi les délégations et a noté avec satisfaction que de nouvelles offres avaient été présentées et d'autres annoncées. A son avis, le rythme des négociations s'était accéléré, mais cela mettait les Membres dans une situation difficile car ils avaient très peu de temps non seulement pour évaluer les offres mais aussi pour suivre leurs procédures internes de prise de décisions. La Suisse a engagé les Membres qui n'avaient pas encore présenté d'offre à concrétiser leur contribution au processus dans l'intérêt de tous les Membres. Elle a reconnu que de grands progrès avaient été faits depuis 1995 et a souligné qu'elle jugerait le résultat d'après ce qui avait été obtenu jusqu'à présent et ce qui restait à obtenir avant le 12 décembre. A en juger d'après l'esprit positif qui avait prévalu lors des négociations pendant les deux semaines précédentes, les Membres pourraient tabler sur une certaine flexibilité qui permettrait aux négociations d'aboutir le 12 décembre.

12. Les Etats-Unis ont noté avec satisfaction les efforts déployés par les pays qui avaient présenté des offres améliorées. Ils avaient compté sur un plus grand nombre d'offres déposées à ce stade, d'autant plus qu'il ne restait que cinq jours avant la date limite, et ils espéraient que les choses changeraient au cours des prochaines heures car ils ne pouvaient pas se permettre d'attendre beaucoup plus longtemps. Ils souhaitaient toujours le succès des négociations mais pour qu'il y ait succès, des offres satisfaisantes devaient être présentées immédiatement. Les Etats-Unis ont annoncé qu'ils présentaient une offre révisée, incluant des modifications apportées en vue de prendre en compte, d'une manière pleinement compatible avec l'AGCS, la loi Riegle-Neal sur les activités bancaires hors des limites d'un Etat. L'offre révisée indiquait aussi la suppression de certaines restrictions dans les 50 Etats et incluait quelques réserves mineures qui ne figuraient pas dans l'offre présentée en 1995. La délégation des Etats-Unis a dit que le marché financier américain restait très ouvert, le traitement national étant assuré et la participation étrangère activement encouragée. Le Canada a accueilli avec satisfaction les observations positives qui avaient été formulées mais partageait les préoccupations exprimées antérieurement par d'autres participants quant à certaines offres attendues dans le courant de la semaine. Il demandait aussi aux délégations d'envisager de présenter des offres le plus tôt possible.

Point C: Organisation des travaux futurs

13. Le Président a dit qu'en ce qui concernait la date de la réunion suivante, un aérogramme (WTO/AIR/743) avait été envoyé pour convoquer une réunion qui se tiendrait le 12 décembre 1997 à 10 heures en vue de conclure les négociations. Il semblerait cependant nécessaire, pour assurer la transparence, qu'une réunion ait lieu au milieu de la semaine. Le Président a donc proposé que le Comité tienne une brève réunion informelle dans l'après-midi du mercredi 10 décembre 1997, à 14h.30, pour faire le point de la situation.

14. Le Comité en est ainsi convenu.

Point D: Autres questions

15. Aucune autre question n'a été soulevée au titre de ce point.